

Communiqué de presse 7 mars 2022

FONDATION SCHELLES – MOUVEMENT DU NID

Les candidat·es doivent s'engager pour 40 000 parcours de sortie de prostitution !

Pour la journée internationale des droits des femmes, les associations de terrain aux côtés des victimes de violence et des survivantes de la prostitution demandent aux candidates et candidats à la présidentielle de s'engager **pour un changement d'échelle dans l'application de la loi, qui permette à 40 000 personnes qui le souhaitent de sortir de la prostitution sur dix ans.**

Plus de trente associations féministes et des survivantes dévoilent en cette veille de 8 mars un manifeste à destination des candidates et candidats à la présidentielle, autour de 5 engagements et 12 recommandations.

Un questionnaire a par ailleurs été envoyé à la plupart des équipes des candidat·es à l'élection du 10 avril. Leurs réponses seront publiées sur le site du manifeste : abolition2022.fr. Elles nous renseigneront sur le niveau d'ambition des différents projets présidentiels pour augmenter significativement l'impact de la loi de 2016 et atteindre son objectif fondamental : permettre à toute personne qui le souhaite de s'extraire de la prostitution.

La prostitution est une violence faite aux femmes qui doit être combattue et la législation ambitieuse dont la France s'est dotée en 2016 doit être pleinement appliquée pour pouvoir produire les effets attendus : davantage d'égalité entre femmes et hommes, plus aucune victime de proxénétisme et prostitution !

Retrouvez le manifeste ainsi que la liste de toutes les associations signataires sur le site abolition2022.fr

Les 5 engagements du Manifeste sont les suivants :

- **Pour une politique d'égalité réelle entre les femmes et les hommes**

Rappelant que la prostitution est une forme de l'appropriation patriarcale du corps des femmes par les hommes, les associations demandent aux candidat·es de réaffirmer l'importance de la lutte contre le système prostitutionnel sur tout le territoire, de donner les moyens financiers et humains à cette politique, et de lancer une grande campagne de communication sur les réalités de la prostitution et l'interdiction d'achat d'acte sexuel.

- **Rompre l'impunité des proxénètes**

L'interdiction d'achat d'acte sexuel prend sa source dans la reconnaissance de l'acte prostitutionnel comme une violence sexiste et sexuelle en soi et de la nécessité de la combattre. Le manifeste appelle à renforcer la lutte contre le proxénétisme, notamment sur Internet et dans le cadre de l'industrie porno (prostitution filmée), soutenir les victimes dans leur dépôt de plainte, et n'accorder aucune dérogation à l'interdiction quelles que soient les situations.

- **40 000 parcours de sortie en dix ans**

La majorité des personnes que rencontrent nos associations expriment leur souhait de pouvoir quitter la prostitution. Aujourd'hui, si le parcours de sortie prévu par la loi du 13 avril 2016 est un succès pour celles qui y ont eu accès (plus de 700 personnes), l'engagement du gouvernement pour que toute personne qui le souhaite puisse intégrer ce parcours n'est pas tenu. Les listes d'attente sont longues. Le manifeste appelle donc : à donner les moyens suffisants pour l'accompagnement de toutes les demandes, à améliorer le processus d'attribution de ces parcours, à garantir l'accès au logement et à augmenter l'allocation financière (AFIS), au minimum au niveau du RSA.

A lire interview d'Elisabeth Moreno le 13 avril 2021 ; ["*Toutes les personnes qui le souhaitent doivent avoir accès à un parcours de sortie de la prostitution*".](#)

- **Pour une action urgente à l'encontre de la prostitution des mineur-es**

De plus en plus de mineur-es sont aujourd'hui victimes de proxénétisme, en raison de la précarité croissante, de l'hypersexualisation, mais surtout du manque d'application de l'interdiction d'achat d'acte sexuel auprès d'un mineur. Les associations demandent donc : le renforcement de la protection de l'enfance, l'application systématique de la pénalisation des "clients" proxénètes de mineur-es et la généralisation de la prévention via des sessions d'éducation à la sexualité.

- **Pour une diplomatie et une aide au développement féministes**

Contacts presse :

Frédéric Boisard, Fondation Scelles

Sandrine Goldschmidt, Mouvement du Nid